|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Nations Unies | ECE/MP.EIA/2023/2−ECE/MP.EIA/SEA/2023/2 | |
| _unlogo | **Conseil économique et social** | | Distr. générale  3 octobre 2023  Français  Original : anglais |

**Commission économique pour l’Europe**

Réunion des Parties à la Convention   
sur l’évaluation de l’impact sur l’environnement   
dans un contexte transfrontière

**Neuvième session**

Réunion des Parties à la Convention   
sur l’évaluation de l’impact sur l’environnement   
dans un contexte transfrontière agissant comme   
réunion des Parties au Protocole relatif à   
l’évaluation stratégique environnementale

**Cinquième session**

Genève, 12-15 décembre 2023

Points 3 a) et 8 a) de l’ordre du jour provisoire

**Questions en suspens : projets de décision conjointe   
Adoption des décisions : décisions à adopter conjointement**

Rapport sur le budget et les dispositions financières   
pour la période 2021-2023

Note du Bureau

|  |
| --- |
| *Résumé* |
| La Réunion des Parties à la Convention sur l’évaluation de l’impact sur l’environnement dans un contexte transfrontière et la Réunion des Parties au Protocole relatif à l’évaluation stratégique environnementale ont prié le secrétariat de suivre l’utilisation des fonds et d’établir pour leurs sessions suivantes un rapport fondé sur les informations contenues dans les rapports annuels, conformément aux règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies. Le secrétariat a en outre été prié de faire figurer dans ce rapport des renseignements sur les ressources disponibles (y compris les contributions en nature), de mettre en lumière tout arriéré de contributions des Parties pendant la période intersessions et d’indiquer clairement les faits nouveaux importants survenus au cours de la période, afin que les Parties puissent répondre le mieux possible aux futures demandes de ressources au titre de la Convention et de son protocole*a*. |
| Le présent rapport couvre la période allant de la huitième session de la Réunion des Parties à la Convention et de la quatrième session de la Réunion des Parties au Protocole (Vilnius (en ligne), 8-11 décembre 2020) à la mi-septembre 2023 et comprend une estimation des dépenses engagées jusqu’au 31 décembre 2023. Il comporte des renseignements sur les contributions versées au fonds d’affectation spéciale des deux instruments et les dépenses engagées au titre de ce fonds. Comme par le passé, il ne contient pas d’informations détaillées sur le financement de projets d’assistance technique et de renforcement des capacités prévus dans le plan de travail, ces informations étant communiquées séparément aux donateurs. |
| Le montant cumulé des contributions versées et des fonds reportés a augmenté par rapport à la période précédente, mais est néanmoins resté insuffisant pour financer la totalité du budget approuvé pour la période à l’examen. En raison de l’incertitude quant à la disponibilité de fonds suffisants, qui a prévalu pendant une grande partie de la période, certaines activités n’ont pas été exécutées, comme le recrutement d’un fonctionnaire du service administratif pour une durée déterminée, prévu sous réserve que des fonds soient disponibles. En outre, des économies substantielles ont été réalisées, notamment du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des restrictions de voyage qu’elle a engendrées pour les participants aux réunions. Le secrétariat a quant à lui dû annuler tous ses déplacements à cause de l’insuffisance critique des ressources qui lui sont allouées. À la mi‑septembre 2023, le fonds d’affectation spéciale présentait un solde positif, qui s’explique par les fonds non utilisés, l’annulation de certaines activités et les économies réalisées. |
| Les Réunions des Parties sont invitées à prendre connaissance du présent rapport et à en tenir compte dans leurs délibérations sur les questions budgétaires. Elles souhaiteront peut-être inviter le secrétariat à mettre la dernière main au rapport et à l’établir sous sa forme définitive, en accord avec le Bureau, dès que les données relatives aux dépenses effectuées jusqu’au 31 décembre 2023 seront disponibles (dans le courant du premier semestre de 2024), puis à le publier sur le site Web de la Convention et du Protocole. |
| En outre, comme proposé au paragraphe 15 de la décision IX/1-V/1, les Réunions des Parties sont invitées à s’accorder sur le report, à la période 2024-2026, des économies réalisées au cours de la période antérieure (notamment les fonds non utilisés en raison de l’annulation de certaines activités) et sur leur affectation à la dotation du secrétariat en effectifs. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  *a* (ECE/MP.EIA/30/Add.1–ECE/MP.EIA/SEA/13/Add.1, decisión VIII/1–IV/1, par. 12 a) à c)). |
|  |

I. Introduction

1. Le présent rapport fait état des recettes, des contributions en nature et des dépenses relatives à la Convention sur l’évaluation de l’impact sur l’environnement dans un contexte transfrontière et à son protocole relatif à l’évaluation stratégique environnementale et vise la période écoulée entre la huitième session de la Réunion des Parties à la Convention et la quatrième session de la Réunion des Parties au Protocole (Vilnius (en ligne), 8-11 décembre 2020) et la mi-septembre 2023. Il contient également une estimation des dépenses engagées jusqu’à la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention et la cinquième session de la Réunion des Parties au protocole (Genève, 12-15 décembre 2023) incluses, ainsi que le solde du fonds d’affectation spéciale des deux instruments à la fin de la période. On y trouvera aussi le détail des économies effectuées et de tout dépassement budgétaire. Il y est en outre rappelé les conclusions que le Bureau et le Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale ont formulées au cours de la période à l’examen en ce qui concerne les ressources et les dispositions financières. Des précisions sur les recettes et les dépenses figurent dans l’annexe.

II. Contributions annoncées et collecte de fonds

2. Le montant des contributions annoncées par les Parties à la huitième session de la Réunion des Parties à la Convention et à la quatrième session de la Réunion des Parties au Protocole était très en-deçà des ressources nécessaires à l’exécution du plan de travail pour la période 2021-2023 adopté à ces mêmes sessions[[1]](#footnote-2), le déficit s’élevant à plus de 320 000 dollars. Les Parties étaient alors 17 (près de 40 %) à n’avoir annoncé aucune contribution au fonds d’affectation spéciale. Afin que ce déficit puisse être comblé, les Réunions ont exhorté les Parties ne l’ayant pas encore fait à annoncer leurs contributions sous un mois ou à verser des contributions non annoncées pendant la période intersessions[[2]](#footnote-3).

3. Les Réunions des Parties ont en outre adopté la décision VIII/1-IV/1 relative aux dispositions financières pour la période 2021-2023 (ECE/MP.EIA/2020/1−  
ECE/MP.EIA/SEA/2020/1), laquelle prévoyait en son paragraphe 1 la création d’un dispositif destiné à financer les plans de travail, selon lequel toutes les Parties étaient tenues de contribuer au partage des coûts non couverts par le budget ordinaire de l’ONU. Donnant suite à cette décision, le secrétariat a écrit à toutes les Parties dont les contributions n’avaient pas été reçues au 31 décembre de l’année considérée, afin de « leur faire prendre conscience de l’importance de leur contribution »[[3]](#footnote-4).

4. À sa onzième réunion (Genève, 19-21 décembre 2022), le Groupe de travail a pris note du rapport fourni par le secrétariat au sujet de l’état du fonds d’affectation spéciale. Il s’est félicité du fait que quelques Parties qui ne l’avaient pas encore fait avaient annoncé des contributions au fonds d’affectation spéciale ou y avaient contribué pendant la période intersessions et que certaines Parties avaient augmenté leur contribution. Il a cependant aussi observé que le Bureau avait conclu à l’incapacité du dispositif financier actuel à financer le plan de travail établi au titre des instruments et à remédier au manque de ressources : le financement restait insuffisant et imprévisible et le partage des coûts, inéquitable, les contributions de trois Parties seulement couvrant 50 % des recettes totales et celles de six Parties en couvrant 70 %. De plus, la part des fonds préaffectés à des activités particulières avait augmenté, réduisant d’autant les ressources disponibles pour couvrir les dépenses prioritaires de personnel du secrétariat financées par des ressources extrabudgétaires[[4]](#footnote-5).

5. Au cours de la période à l’examen, l’insuffisance des ressources dont disposait le secrétariat pour mener à bien ses activités essentielles est devenue de plus en plus critique, notamment en raison de congés de maladie de longue durée et de mouvements de personnel, qui ont engendré des arriérés de travail, des retards dans l’exécution du plan de travail et une pression supplémentaire. Le Groupe de travail a constaté que les ressources en personnel du secrétariat n’avaient pas été augmentées depuis plus de vingt ans, malgré l’adoption du Protocole et la hausse significative du nombre de tâches confiées au secrétariat au cours de cette période. Même si les Réunions des Parties avaient constaté à plusieurs reprises l’insuffisance des ressources disponibles, les Parties avaient continué à financer un seul poste d’administrateur et n’avaient prévu aucune assistance administrative stable à l’intention du secrétariat depuis 2001. Il fallait s’attendre à un alourdissement supplémentaire de la charge de travail avec l’ouverture de la Convention à une adhésion universelle et l’application des deux instruments au-delà de la région de la Commission économique pour l’Europe (CEE). Le Groupe de travail est convenu avec le Bureau que, d’ici à la prochaine période intersessions (2024-2026), les Parties devraient financer collectivement au moins un poste d’administrateur supplémentaire et une assistance administrative à temps partiel (sur une base de 50 %) pour permettre au secrétariat de s’acquitter de ses missions essentielles. Il a en outre estimé que, pour que le renforcement de l’effectif du secrétariat soit viable, les Parties devraient assurer son caractère stable et l’inscrire dans la durée, étant donné que le financement ponctuel de solutions à court terme (personnel temporaire ou consultants) n’avait fait qu’alourdir la charge pesant sur le secrétariat, car celui-ci devait de façon répétée se consacrer au recrutement, à la formation et à d’autres procédures administratives.

6. En décembre 2022, à la demande du Bureau, la Secrétaire exécutive de la CEE a écrit aux ministres de l’environnement et aux ministres des affaires étrangères de toutes les Parties à la Convention afin d’attirer leur attention sur la situation financière critique, invitant les Gouvernements à contribuer au partage des coûts et à augmenter leurs contributions de manière à renforcer les ressources du secrétariat. Elle a aussi adressé une lettre similaire à la Commission européenne. Les États parties ont en outre été invités à financer, dans la mesure du possible, un poste d’administrateur auxiliaire pour le secrétariat. Par ailleurs, en novembre 2022, la Secrétaire exécutive a rencontré des représentants du Bureau, appelant leur attention sur le fait que le seul moyen de remédier à l’insuffisance des effectifs du secrétariat résidait dans la fourniture de ressources extrabudgétaires par les Parties, car aucun recrutement financé par le budget ordinaire de l’ONU n’était à prévoir, et il n’était pas non plus possible de réaffecter les effectifs existants, tous les postes étant pleinement utilisés au sein de la CEE.

7. À sa douzième réunion (Genève, 13-15 juin 2023), le Groupe de travail a confirmé ses conclusions précédentes selon lesquelles le dispositif financier adopté en 2020 n’avait pas permis de remédier au manque de ressources qui pesait depuis longtemps sur la Convention et le Protocole et qui devenait de plus en plus critique. Il a invité les 10 parties qui n’avaient alors pas encore versé de contribution pour la période en cours à le faire, conformément à la décision VIII/1-VI/1. Il a également invité toutes les Parties à verser l’intégralité des contributions annoncées, en évitant les arriérés, et, si possible, à verser des contributions supplémentaires non annoncées pour la période en cours[[5]](#footnote-6).

8. Au moment de la rédaction du présent document (fin septembre 2023), sept Parties n’avaient pas encore annoncé ni versé de contributions au fonds, à savoir le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Liechtenstein, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord et la Serbie. En outre, toutes les Parties n’avaient pas encore donné suite à leurs annonces de contributions pour la période intersessions, leurs contributions restant à verser soit intégralement (Grèce et Ukraine), soit partiellement (deux contributions annuelles attendues de la Croatie, de la République de Moldova et de la Roumanie, et une de l’Autriche, la Finlande, la Lettonie, la Norvège et la Slovaquie).

9. En juin 2023, le secrétariat et le Groupe de travail ont salué la décision prise par l’Italie et la France de cofinancer un poste d’administrateur auxiliaire au sein du secrétariat pour une durée de deux ans, à partir de janvier 2024 au plus tard[[6]](#footnote-7).

III. Recettes et dépenses

10. Le tableau 1 ci-après présente une synthèse des recettes versées et des dépenses imputées au fonds d’affectation spéciale pour la Convention et le Protocole au cours de la période 2021-2023, exprimées en dollars des États-Unis (informations disponibles au 15 septembre 2023), ainsi qu’une estimation des dépenses pour le reste de l’année 2023. Les dépenses sont classées selon trois catégories : la catégorie 1 (poste de dépenses prioritaires), qui correspond aux dépenses de personnel du secrétariat financées par des ressources extrabudgétaires, conformément à la décision VIII/1-IV/1 (par. 9 et 10) (ECE/MP.EIA/30/Add.1–ECE/MP.EIA/SEA/13/Add.1) ; la catégorie 2, qui comprend les autres postes de dépenses/activités financés par des contributions non préaffectées (par exemple, prise en charge, sous conditions, des dépenses des participants aux réunions officielles des organes conventionnels, services de consultants aux fins de la préparation des examens de l’application, frais de voyage du secrétariat et, sous réserve que les ressources nécessaires soient disponibles, prise en charge du traitement d’un fonctionnaire du service administratif/agent des services généraux à mi-temps) ; la catégorie 3, qui comprend les contributions préaffectées et les activités correspondantes.

# Tableau 1 **Recettes et dépenses entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2023** (En dollars des États-Unis)

|  |  | *1* | *2* | *3  Préaffectées (prévues)* | ***Total*** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| a) | Contributions versées au fonds d’affectation spéciale, les contributions non préaffectées étant allouées d’abord à la catégorie 1 (voir tableaux A.1 et A.2) | 1 097 605 |  | 303 241 | **1 400 846** |
| b) | Fonds reportés | 12 188 |  | 71 684 | **83 872** |
| c) | Recettes totales du fonds d’affectation spéciale sur la période (a) + b)) | 1 109 793 |  | 374 925 | **1 484 718** |
| d) | Dépenses imputées au fonds d’affectation spéciale (voir tableau B.1) | 590 040 | 205 987 | 204 588 | **1 000 615** |
| e) | Dépenses d’appui aux programmes (+ 13 %) | 76 705 | 26 778 | 26 596 | **130 080** |
| f) | Dépenses totales imputées au fonds d’affectation spéciale | 666 745 | 232 765 | 231 184 | **1 130 695** |
| g) | Solde du fonds d’affectation spéciale : recettes moins dépenses sur la période | 443 047 | -232 765 | 143 740 | **354 022** |
| h) | Contributions annoncées mais non versées au fonds d’affectation spéciale | 59 228 |  | 11 286 | **70 514** |

A. Recettes

11. À la mi-septembre 2023, les recettes du fonds d’affectation spéciale pour la période 2021-2023 s’élevaient à 1 400 846 dollars, auxquelles s’ajoutaient les fonds reportés de la période précédente (83 872 dollars), soit 1 484 718 dollars en tout. Les recettes totales étaient plus élevées que pour la période précédente, mais restaient insuffisantes pour financer la totalité du budget approuvé pour la période 2021-2023, qui s’élevait à 1 589 910 dollars (soit un déficit de 105 192 dollars). Les contributions annoncées mais non encore versées pour la période intersessions s’élevaient à 70 514 dollars.

12. Des précisions sur les recettes sont données à l’annexe du présent document, dans les tableaux A.1, A.2 et A.3. On trouvera dans le tableau A.1 les contributions annoncées par les Parties pour la période 2021-2023 telles que consignées dans le rapport sur la huitième session de la Réunion des Parties à la Convention et la quatrième session de la Réunion des Parties au Protocole[[7]](#footnote-8), de même que leur montant estimé en dollars des États-Unis, ainsi que toutes les contributions ou annonces de contributions ultérieures. Ces contributions sont classées par date de réception dans le tableau A.2. Le tableau A.3, lui, fait la synthèse des contributions préaffectées versées au fonds d’affectation spéciale par trois Parties, à savoir l’Italie, la Suisse et l’Union européenne.

13. Fin 2020 et début 2021, deux Parties ont demandé au secrétariat de comptabiliser leurs contributions supplémentaires (non annoncées) en tant que financement pour l’année 2020 (les contributions étaient donc couvertes par le rapport financier de la période précédente (2017-2020)) et ont autorisé le report des fonds à la période en cours. Les fonds reportés étaient les suivants :

a) Italie : 71 684 dollars (60 000 euros), préaffectés à l’appui au fonctionnement du secrétariat (reçus le 18 décembre 2020) ;

b) Luxembourg : 12 188 dollars (10 000 euros) (reçus le 3 février 2021).

14. Au cours de la période à l’examen, la part des recettes préaffectées à des activités particulières a considérablement augmenté par rapport aux périodes précédentes, leur montant s’élevant à 303 240 dollars (voir tableau A.3 pour plus de détails). En plus de leurs contributions « régulières » versées annuellement, trois Parties ont versé des contributions extraordinaires au fonds, qui étaient préaffectées comme suit :

a) Italie : 180 000 euros (199 100 dollars), dont 60 000 euros consacrés à l’échange de bonnes pratiques (organisation d’une manifestation thématique et préparation d’un document de référence) et 120 000 euros consacrés à des activités de coopération sous‑régionale dans les régions maritimes, dont 40 000 euros ont été réaffectés au renforcement du secrétariat en 2023 ;

b) Suisse : 86 000 francs suisses (92 500 dollars), préaffectés au renforcement des capacités et à l’apport d’une assistance juridique aux fins de l’évaluation de l’impact sur l’environnement dans les pays d’Asie centrale (2021), à l’appui à la participation de l’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale aux réunions officielles des organes conventionnels (2022-2023) et à la préparation de la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention par le secrétariat (2023) ;

c) Union européenne : 11 560 euros consacrés aux frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole pendant la période intersessions.

15. En outre, au cours de la période à l’examen, des financements de projets levés par le secrétariat ont permis d’assurer les ressources nécessaires à l’exécution, toujours par le secrétariat, de nombreuses activités d’assistance technique et de renforcement des capacités prévues dans le plan de travail. Ces financements ont été gérés séparément des contributions des Parties au fonds d’affectation spéciale, et des informations détaillées sur leur utilisation ont été communiquées séparément aux donateurs concernés. Par conséquent, le présent rapport financier ne porte pas sur les financements de projets et les dépenses y afférentes. Les fonds disponibles étaient notamment constitués d’un financement de l’Union européenne, accordé au titre de son programme pour l’environnement et destiné à soutenir les pays d’Europe orientale et du Caucase[[8]](#footnote-9), d’un montant total de 1 113 537 dollars (versés en plusieurs tranches, à savoir 537 335 dollars en août 2021, 427 808 dollars en août 2022 et 148 394 dollars qui devraient être versés à la fin 2023 ou au début 2024)[[9]](#footnote-10).

B. Dépenses

16. Le secrétariat a puisé dans le fonds d’affectation spéciale conformément au budget (tableau B.1, voir le tableau B.2 pour plus de détails sur les dépenses de fonds préaffectés). En raison de l’incertitude quant à la disponibilité de fonds suffisants, qui a prévalu pendant une grande partie de la période, certaines activités n’ont pas été menées, comme le recrutement d’un employé administratif pour une durée déterminée, prévu sous réserve que des fonds soient disponibles. En outre, des économies substantielles ont été réalisées du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des restrictions de voyage qu’elle a engendrées pour les participants aux réunions. Le secrétariat a quant à lui dû annuler tous ses déplacements à cause de l’insuffisance critique des ressources qui lui sont allouées.

17. Au cours de la période à l’examen, des ressources ont été consacrées à une activité relevant de la catégorie 1 (prioritaire), à savoir le financement, au moyen de ressources extrabudgétaires, d’un poste d’administrateur chargé de fournir des services de secrétariat, notamment au Comité d’application des deux instruments.

18. Des ressources ont également été dépensées pour des activités relevant de la catégorie 2, à savoir :

a) Les examens de l’application de la Convention et du Protocole ;

b) Trois sessions du Comité d’application organisées en présentiel (l’organisation des six autres n’ayant pas généré de coûts) ;

c) Les trois réunions du Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale ;

d) La neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention et la cinquième session de la Réunion des Parties au Protocole.

19. Le secrétariat a également puisé dans le fonds d’affectation spéciale pour mener des activités du plan de travail auxquelles certaines Parties avaient préaffecté des contributions (voir aussi le tableau B.2) :

a) Italie : financement de la préparation d’un rapport d’évaluation sur les synergies et les éventuelles activités de coopération dans les régions maritimes[[10]](#footnote-11), avec l’appui de deux consultants, organisation de trois réunions techniques conjointes avec des représentants des conventions maritimes régionales et des correspondants qui se sont portés volontaires, et élaboration d’exemples de bonnes pratiques à suivre aux fins de l’application de la Convention et du Protocole dans les régions maritimes ;

b) Italie : élaboration d’un document sur le rôle de la Convention et du Protocole dans la transition énergétique, l’économie circulaire et le financement vert[[11]](#footnote-12) et organisation d’une manifestation thématique de haut niveau pendant les sessions des Réunions des Parties, l’objectif étant de favoriser l’échange de bonnes pratiques ;

c) Italie : financement d’un renfort temporaire pour le secrétariat ;

d) Suisse : financement de services de consultants destinés à appuyer la rédaction de textes législatifs en lien avec la Convention et l’organisation d’activités de sensibilisation à la Convention dans des pays d’Asie centrale (en 2021) ;

e) Suisse : (après la réaffectation des fonds par le donateur) financement des frais de voyage et de séjour de participants d’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale aux réunions du Groupe de travail (en 2022) et à la session de la Réunion des Parties à la Convention (en 2023) ;

f) Suisse : financement d’un appui temporaire au secrétariat aux fins de la préparation de la session de la Réunion des Parties à la Convention (en 2023) ;

g) Union européenne : financement des frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions du Bureau et du Groupe de travail (en 2022 et 2023) et aux sessions des Réunions des Parties (en 2023).

20. Les dépenses engagées au cours de la période à l’examen sont estimées à 1 000 615 dollars, majorés de 130 080 dollars au titre des dépenses d’appui aux programmes (13 %), soit un total de 1 130 695 dollars, d’où un solde du fonds d’affectation spéciale s’élevant à 354 022 dollars.

C. Activités réalisées grâce à des contributions en nature

21. Les Parties et les organismes partenaires ont également entrepris ou soutenu les activités du programme de travail ci-après au moyen de contributions en nature (tableau B.3) :

a) Les réunions consacrées à la coopération sous-régionale entre les pays de la région de la mer Baltique, organisées par l’Estonie (Tallinn (en ligne), 3 novembre 2021) et la Pologne (Varsovie (hybride), 4-15 juin 2022) ;

b) Le séminaire sur les infrastructures durables, organisé à Genève, le 2 décembre 2021, pendant la dixième réunion du Groupe de travail (Genève (hybride), 1er-3 décembre 2021) ;

c) La traduction non officielle par le Canada, de l’original français vers l’anglais, des réponses fournies au questionnaire sur l’application de la Convention et du Protocole pour la période 2016-2018.

IV. Économies réalisées et sommes non dépensées

22. Au cours de la période à l’examen, le secrétariat n’a pas engagé de dépenses dans un certain nombre d’activités prévues, en raison de l’incertitude quant à la suffisance des fonds et de la nécessité de veiller à ce que les contributions versées couvrent en priorité le poste de dépenses de catégorie 1 (poste de fonctionnaire financé par des ressources extrabudgétaires). La pandémie de COVID-19 et le manque critique de personnel dont souffre le secrétariat ont eux aussi eu pour effet de limiter les dépenses ou entraîné l’annulation de certaines activités. Des économies de 10 000 dollars ou plus ont été réalisées pour plusieurs postes budgétaires (les montants exacts seront communiqués dans le courant du premier semestre de 2024, lorsque les données budgétaires concernant la période allant jusqu’au 31 décembre 2023 seront disponibles) :

a) Des économies ont été réalisées au niveau de l’aide financière pour les frais de voyage accordée aux participants aux réunions admis à en bénéficier. Ces économies s’expliquent par les restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19, l’organisation, par le secrétariat, de plusieurs réunions sous forme hybride ou en ligne[[12]](#footnote-13), le fait que seuls un membre du Bureau et un membre du Comité d’application étaient admis à bénéficier d’une telle aide financière, et la réaffectation, par la Suisse, des fonds préaffectés afin de financer les frais de voyage et de séjour de participants d’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale à des réunions officielles tenues en 2022 et 2023. En outre, une aide financière a été accordée au cas par cas par le Bureau aux participants de pays n’appartenant pas à la région de la CEE, afin qu’ils puissent participer à des réunions du Groupe de travail. À des fins de réduction des coûts, seuls 2 139 dollars ont été dépensés. Les économies réalisées sont estimées à 80 795 dollars ;

b) Des économies sont susceptibles d’être réalisées au niveau des dépenses engagées aux fins du recours à un expert externe chargé de fournir des services de secrétariat (au Comité d’application), en raison de changements survenus dans les effectifs, dans les droits à prestation et dans les coûts engagés. Les dépenses effectuées au cours de la période allant de septembre à décembre restent pour l’instant estimatives ; le montant des économies réalisées ne sera donc confirmé qu’une fois que les chiffres définitifs des dépenses de personnel pour la période allant jusqu’au 31 décembre 2023 seront disponibles.

c) Les dépenses consacrées à l’embauche d’un fonctionnaire du service administratif (agent des services généraux) à mi-temps n’ont pas été considérées comme prioritaires, mais ont été conditionnées à la disponibilité de ressources. L’incertitude quant à la disponibilité de fonds suffisants pour l’établissement des contrats annuels du personnel, qui a prévalu pendant une grande partie de la période, a empêché le recrutement d’un employé administratif pour une durée déterminée. Au lieu de cela, grâce à la contribution de la Suisse et à la contribution reportée de l’Italie, préaffectée au renforcement du secrétariat, ce dernier a engagé un vacataire chargé de lui fournir un appui à court terme. En raison du départ du vacataire à la fin du mois de juillet 2023 et de la difficulté à lui trouver un remplaçant à brève échéance, il a été mis fin au soutien à court terme (économies réalisées pour le poste budgétaire/somme non dépensée : 119 550 dollars) ;

d) Le secrétariat a annulé ses propres déplacements à des fins de réduction des coûts et parce qu’il n’avait pas la capacité de voyager, devant consacrer le temps de ses effectifs réduits à la préparation, au service et au suivi des réunions officielles des organes conventionnels, activités menées depuis Genève. Il a, cependant, participé aux réunions en ligne organisées par certaines Parties (notamment aux réunions sur la coopération dans la région de la mer Baltique tenues en 2021 et 2022) ou par des organismes partenaires (notamment la Commission européenne, l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l’Organisation mondiale de la Santé) (économies réalisées/somme non dépensée : 40 000 dollars) ;

e) Le budget prévu pour le financement de services de consultants et de supports promotionnels destinés à favoriser la communication, la visibilité et la coordination n’a pas été mobilisé afin de permettre une réduction des coûts (économies réalisées/somme non dépensée : 20 000 dollars) ;

f) Le budget prévu pour la création d’une base de données en ligne des bonnes pratiques des Parties ou la collecte et la compilation de bonnes pratiques n’a pas été mobilisé, étant donné que les ressources du secrétariat, les bonnes pratiques des Parties et l’intérêt de ces dernières et des organisations partenaires à fournir un financement étaient insuffisants (économies réalisées/somme non dépensée : 20 000 dollars).

23. Des économies ont été réalisées au niveau des contributions préaffectées de l’Italie :

a) Les activités de coopération sous-régionale dans les régions maritimes ont pu être menées à bien à moindre coût puisqu’en 2023, le secrétariat et un représentant du Programme des Nations Unies pour le développement ont réalisé une partie des travaux sans avoir recours au fonds d’affectation spéciale. Conformément à la décision du donateur, les économies dégagées (42 918 dollars) seront réaffectées au renforcement des ressources du secrétariat au cours de la prochaine période ;

b) Les fonds reportés destinés au renforcement du secrétariat n’ont pas été entièrement dépensés en raison du départ, à la fin du mois de juillet, du vacataire engagé pour venir en appui au secrétariat et des difficultés rencontrées pour lui trouver un remplaçant à brève échéance (économies réalisées : 47 288 dollars) (voir par. 22 c) ci-dessus).

24. Les activités d’échange de bonnes pratiques concernant la transition énergétique, l’économie circulaire et le financement vert financées par l’Italie se termineront en 2024, avec la publication externe du document de référence préparé pour les sessions des Réunions des Parties et sa traduction (notamment vers l’arabe et l’espagnol) (en mobilisant le budget restant de 25 000 dollars − la somme exacte sera confirmée une fois que les données budgétaires concernant la période allant jusqu’au 31 décembre 2023 seront disponibles).

25. Dans le tableau 2 figurent les besoins de financement pour la période comprise entre les huitième et neuvième sessions de la Réunion des Parties à la Convention (et entre les quatrième et cinquième sessions de la Réunion des Parties au Protocole), ainsi que la part du budget qui a été exécutée au moyen de dépenses et de contributions en nature, et les économies et dépassements budgétaires. Le tableau ne tient compte que des activités des catégories 1 et 2 et des activités financées par des contributions préaffectées (catégorie 3), puisque seules celles-ci étaient inscrites au budget prévu pour l’exécution du plan de travail.

26. Une activité n’était pas prévue dans le plan de travail, à savoir l’aide financière apportée à la présidence du Bureau aux fins de sa participation aux réunions, qui a été financée par une contribution préaffectée de l’Union européenne.

# Tableau 2 **Besoins de financement** (En dollars des États-Unis)

|  |  |  | *Montants par catégorie* | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | *1* | | *2* | *3  Préaffectées* | *Total* |
| a) | Activités du plan de travail prévues au budget pour la période 2021-2023 (décision VIII/2–IV/2, annexe II) | 630 000 | | 499 000 | 278 000 | **1 407 000** |
| b) | Dépenses d’appui aux programmes (13 %) | 81 900 | | 64 870 | 36 140 | **182 910** |
| c) | **Total des activités du plan de travail prévues au budget pour la période 2021-2023** (décision VIII/2–IV/2, annexe II) | 711 900 | | 563 870 | 314 140 | **1 589 910** |
| d) | Dépenses imputées au fonds d’affectation spéciale pour des activités du plan de travail prévues au budget (voir tableau 1, ligne d))*a* | 590 040 | | 205 987 | 194 587 | **990 614** |
| e) | Dépenses d’appui aux programmes (13 %) | 76 705 | | 26 778 | 25 296 | **128 780** |
| f) | **Total des dépenses imputées au fond d’affectation spéciale pour des activités du plan de travail prévues au budget** | 666 745 | | 232 765 | 219 883 | **1 119 394** |
| g) | Activités annulées et économies par rapport au budget pour les activités du plan de travail | 39 960 | | 293 013 | 83 413 | **416 386** |
| h) | Dépenses d’appui aux programmes (13 %) | 5 195 | | 38 092 | 10 844 | **54 130** |
| i) | **Total des activités annulées et des économies par rapport au budget pour les activités du plan de travail** | 45 155 | | 331 105 | 94 257 | **470 516** |
| **j)** | **Besoins de financement non couverts c) − f) − i)** | - | | - | - | **-** |

*a* À l’exclusion des dépenses liées aux frais de voyage et de séjour de la présidence du Bureau, qui ne sont pas prévues dans le plan de travail pour 2021-2023, mais qui sont couvertes par le financement préaffecté alloué par l’Union européenne.

V. Besoins de financement non couverts et fonds de réserve

27. Le tableau 2 montre en outre qu’il ne restait aucun besoin de financement non couvert à la fin de la période, en raison de l’annulation de certaines activités et des économies réalisées. Comme indiqué au paragraphe 24, les activités financées par l’Italie aux fins de l’échange de bonnes pratiques (en ce qui concerne la transition énergétique, l’économie circulaire et le financement vert) se termineront en 2024 (25 000 dollars consacrés à la publication externe du document de référence et à sa traduction).

28. Comme proposé au paragraphe 15 de la décision IX/1-V/1, les Réunions des Parties souhaiteront peut-être s’accorder sur le report, à la période 2024-2026, des économies réalisées au cours de la période antérieure (notamment les fonds non utilisés en raison de l’annulation de certaines activités) et sur leur affectation à la dotation du secrétariat en effectifs. Le solde final du fonds d’affectation spéciale sera confirmé dès que les données budgétaires concernant la période allant jusqu’au 31 décembre 2023 seront disponibles (dans le courant du premier semestre de 2024).

29. Une réserve opérationnelle d’un montant de 484 900 dollars a été progressivement constituée grâce au report des fonds non utilisés au cours des précédentes périodes intersessions. Destinée à assurer la continuité des opérations menées au titre de la Convention et du Protocole, elle permet notamment l’extension annuelle des contrats du personnel dont les frais sont imputés au fonds d’affectation spéciale, en dépit du faible montant de la majorité des contributions au fonds et de leur versement tardif.

30. Il est primordial de disposer d’une réserve suffisante aux fins de la gestion des ressources extrabudgétaires : en octobre/novembre de chaque année civile, le secrétariat doit établir une projection des dépenses attendues au titre du fonds d’affectation spéciale au cours de l’année à venir, qui doit couvrir les dépenses de personnel et les autres postes de dépenses et activités prévus dans le budget approuvé par les Réunions des Parties. Les dépenses effectives ne sont possibles que si des fonds suffisants (y compris pour couvrir les frais généraux de 13 % et la réserve de trésorerie opérationnelle de 15 %) sont disponibles et alloués aux lignes de dépense appropriées. L’administration de l’ONU prélève 13 % sur toutes les contributions volontaires pour couvrir les frais généraux (dépenses d’appui aux programmes). En outre, comme pour tous les fonds d’affectation spéciale des Nations Unies, une réserve de trésorerie opérationnelle de 15 % des dépenses prévues doit être constituée et maintenue pendant l’exécution des activités financées par le fonds d’affectation spéciale au cours d’une année donnée afin de couvrir les éventuels déficits. La réserve de 15 % est libérée sur demande officielle à la fin de l’année ou au début de l’année suivante.

Annexe

Détails du rapport financier

# Tableau A.1 **Recettes du fonds d’affectation spéciale (pour la période 2021-2023)**

| *Partie* | *Description des contributions annoncées dans l’annexe I du document  ECE/MP.EIA/30-ECE/MP.EIA/SEA/13 et contributions supplémentaires* | *Contributions annoncées\*  (En dollars É.-U.)* | *Montant reçu  (En dollars É.-U.)* |
| --- | --- | --- | --- |
| Albanie | (Aucune). Contribution non annoncée de 2 000 dollars É.-U.  pour 2021-2023. |  | 2 000 |
| Allemagne | 60 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 20 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 60 000 | 60 000 |
| Arménie | (Aucune). Contributions non annoncées de 1 000 dollars É.-U. et 300 dollars É.-U. pour 2021-2023. |  | 1 300 |
| Autriche | 21 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 7 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 21 000 | 14 000 |
| Azerbaïdjan | (Aucune). Contribution non annoncée de 2 000 dollars É.-U. pour 2022 et 2023. |  | 2 000 |
| Bélarus | (Aucune) |  |  |
| Belgique | 33 954 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, ventilés comme suit : Région flamande : 13 785,96 dollars É.-U. ; Gouvernement fédéral : 10 186,66 dollars É.-U. (tous deux payés en décembre 2020) ; Région wallonne : 7 843 dollars É.-U. (payés en mai 2021) ; Région de Bruxelles-Capitale : 2 131 dollars É.-U. (à verser en 2021). | 33 954 | 33 946 |
| Bosnie-Herzégovine | (Aucune) |  |  |
| Bulgarie | 5 000 dollars É.-U. consacrés à la Convention et 3 000 dollars É.-U. consacrés au Protocole pour la période intersessions 2021-2023. | 8 000 | 8 000 |
| Canada | 15 000 dollars canadiens pour la période intersessions 2021-2023, destinés à financer l’exécution du plan de travail établi pour 2021-2023 au titre de la Convention, devant être versés en trois tranches de 5 000 dollars canadiens (contribution de 2021 avant mars 2021, contribution de 2022 après mai 2021 et contribution de 2023 après avril 2022). | 11 445 | 11 537 |
| Chypre | (Aucune). Contribution non annoncée de 1 000 dollars É.-U. pour 2021 et 2022. |  | 2 000 |
| Croatie | 9 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 3 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 9 000 | 3 000 |
| Danemark | 13 500 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023. | 13 500 | 13 500 |
| Espagne | (Aucune). Contributions non annoncées de 10 000 euros pour 2021 et de 10 000 euros pour 2022. |  | 32 292 |
| Estonie | 3 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 1 000 euros en 2021, 2022 et 2023. | 3 500 | 3 299 |
| Finlande | 30 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 10 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023 (sous réserve de la disponibilité de ressources budgétaires). | 30 000 | 20 000 |
| France | 90 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 30 000 euros en 2021, 2022 et 2023. | 105 189 | 100 307 |
| Grèce | 3 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 1 000 euros en 2021, 2022 et 2023 (sous réserve de confirmation). | 3 500 |  |
| Hongrie | 12 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 4 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 12 000 | 22 000 |
| Irlande | 19 500 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 6 500 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 19 500 | 23 000 |
| Italie | 60 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 20 000 euros en 2021, 2022 et 2023. En outre, contributions préaffectées de 180 000 euros pour la période 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 60 000 euros en 2021, 2022 et 2023, pour deux activités proposées dans le cadre du plan de travail, à savoir 120 000 euros (40 000 euros par an) consacrés à des activités de coopération sous-régionale dans les régions maritimes et 60 000 euros (20 000 euros par an) consacrés à un séminaire thématique visant à promouvoir l’application de l’évaluation stratégique environnementale dans le cadre de la coopération au développement. | 280 504 | 265 313 |
| Kazakhstan | (Aucune) |  |  |
| Kirghizistan | (Aucune) |  |  |
| Lettonie | 3 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 1 000 euros en 2021, 2022 et 2023. | 3 506 | 2 168 |
| Liechtenstein | (Aucune) |  |  |
| Lituanie | 10 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, versés à la fin de 2020. | 10 000 | 10 000 |
| Luxembourg | (Aucune). Contributions non annoncées de 10 000 euros pour 2021, 10 000 et 15 000 euros pour 2022 et 20 000 euros pour 2023. |  | 59 370 |
| Macédoine du Nord | (Aucune). Contribution non annoncée de 2 000 dollars É.-U. |  | 2 000 |
| Malte | (Aucune). Contribution non annoncée de 3 000 euros pour la période 2021-2023. |  | 3 378 |
| Monténégro | 3 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, versés en 2020. Contribution non annoncée de 3 000 euros en 2023. | 3 506 | 6 788 |
| Norvège | 360 000 couronnes norvégiennes pour la période intersessions 2021-2023, devant être versées en trois tranches de 120 000 couronnes norvégiennes en 2021, 2022 et 2023. En outre, en 2021, un versement unique de 366 666 couronnes norvégiennes (environ 40 000 dollars É.-U.) destiné à renforcer les ressources du secrétariat en appui à l’exécution du plan de travail. | 85 610 | 112 880 |
| Pays-Bas | 60 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en une seule fois. | 70 126 | 73 170 |
| Pologne | 21 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 7 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 21 000 | 21 000 |
| Portugal | (Aucune). Contribution non annoncée de 15 000 euros pour 2021. |  | 32 661 |
| Rép. de Moldova | 1 500 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 500 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 1 500 | 500 |
| Roumanie | 15 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 5 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 15 000 | 5 000 |
| Royaume-Uni | (Aucune) |  |  |
| Serbie | (Aucune) |  |  |
| Slovaquie | 15 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 5 000 euros en 2021, 2022 et 2023, sous réserve que les autorités nationales approuvent la contribution dans le cadre des projets de budget annuel. | 16 195 | 10 801 |
| Slovénie | 9 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 3 000 dollars É.-U. en 2021 (déjà versés en décembre 2020), 2022 et 2023. | 9 000 | 12 000 |
| Suède | Au moins 8 300 dollars É.-U. par an pour la période intersessions 2021‑2023, devant être versés en 2021, 2022 et 2023 (sous réserve de confirmation). | 24 900 | 24 900 |
| Suisse | Sous réserve de l’approbation du budget annuel par le Parlement, 42 000 francs suisses par an pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en 2021, 2022 et 2023, dont une contribution annuelle de 20 000 francs suisses et une contribution supplémentaire de 22 000 francs suisses préaffectée à des activités de renforcement des capacités en Asie centrale et en Azerbaïdjan qui seront précisées ultérieurement. En 2022, contribution extraordinaire préaffectée à la préparation de la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention par le secrétariat. | 130 260 | 157 787 |
| Tchéquie | 15 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 5 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 15 000 | 15 000 |
| Ukraine | 6 000 dollars É.-U. pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 2 000 dollars É.-U. en 2021, 2022 et 2023. | 6 000 |  |
| Union européenne | 210 000 euros pour la période intersessions 2021-2023, devant être versés en trois tranches de 70 000 euros en 2021, 2022 et 2023, consistant en une contribution non préaffectée de 65 000 euros/an et en une contribution de 5 000 euros/an destinée à couvrir les frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole. | 227 909 | 233 949 |
| **Total** |  | **1 247 605** | **1 400 846** |

*Note* : Toutes les parties à la Convention figurent dans le tableau.

\* Le montant des contributions annoncées dans les monnaies nationales a été converti en dollars des États-Unis sur la base d’un taux de change arrêté en décembre 2020.

# Tableau A.2 **Contributions au fonds d’affectation spéciale pour 2021-2023, classées par date de réception**

| *Date* | *Partie* | | | *Montant reçu  dans la monnaie d’origine* | | *Montant reçu  en dollars É.-U.* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2020** |  | | |  | |  |
| 14 octobre | Monténégro | | | 3 00 euros | | 3 521 |
| 4 décembre | Tchéquie | | |  | | 5 000 |
| 8 décembre | Slovénie | | | 3 000 dollars É.-U. | | 3 000 |
| 8 décembre | Allemagne | | |  | | 20 000 |
| 16 décembre | Belgique (Région flamande) | | |  | | 13 786 |
| 16 décembre | Belgique (Gouvernement fédéral) | | |  | | 10 186 |
| 28 décembre | Norvège | | |  | | 42 110 |
| 30 décembre | Lituanie | | |  | | 10 000 |
| **2021** |  | | |  | |  |
| 19 janvier | Irlande | | |  | | 6 500 |
| 3 février | Belgique (Région  de Bruxelles-Capitale) | | |  | | 2 131 |
| 24 février | Canada | | | 5 000 dollars canadiens | | 4 024 |
| 10 mars | Danemark | | |  | | 13 500 |
| 11 mars | Luxembourg | | | 10 000 euros | | 12 188 |
| 1er avril | Arménie | | |  | | 1 000 |
| 20 mai | Albanie | | |  | | 2 000 |
| 28 mai | Suède | | |  | | 8 300 |
| 3 juin | Estonie | | |  | | 1 219 |
| 11 juin | Pays-Bas | | | 60 000 euros | | 73 170 |
| 24 juin | France | | | 30 000 euros | | 36 585 |
| 20 juillet | Chypre | | |  | | 1 000 |
| 28 juillet | Suisse | | | 42 000 francs suisses | | 45 701 |
| 11 août | | Belgique (Région wallonne) |  | | 7 843 | |
| 16 août | Union européenne | | | 70 000 euros | | 83 234 |
| 10 septembre | Hongrie | | |  | | 4 000 |
| 14 septembre | Italie | | | 80 000 euros | | 94 339 |
| 1er octobre | Pologne | | |  | | 7 000 |
| 5 novembre | Lettonie | | | 1 000 euros | | 1 166 |
| 8 novembre | Canada | | | 5 000 dollars canadiens | | 3 949 |
| 12 novembre | Finlande | | | 10 000 dollars É.-U. | | 10 000 |
| 23 novembre | Slovénie | | | 3 000 dollars É.-U. | | 3 000 |
| 8 décembre | Allemagne | | | 20 000 dollars É.-U. | | 20 000 |
| 10 décembre | Tchéquie | | | 5 000 dollars É.-U. | | 5 000 |
| 15 décembre | Malte | | | 3 000 euros | | 3 378 |
| 17 décembre | Autriche | | | 7 000 dollars É.-U. | | 7 000 |
| 22 décembre | Espagne | | | 10 000 euros | | 11 261 |
| 27 décembre | Norvège | | | 402 915 couronnes norvégiennes | | 44 531 |
| 27 décembre | Norvège | | | 121 550 couronnes norvégiennes | | 14 014 |
| 30 décembre | Slovaquie | | | 5 000 euros | | 5 631 |
| **2022** |  | | |  | |  |
| 27 janvier | Union européenne | | | 70 000 euros | | 79 909 |
| 28 février | Irlande | | |  | | 6 500 |
| 4 mars | Luxembourg | | | 10 000 euros | | 11 235 |
| 4 avril | Pologne | | | 29 246 zlotys | | 7 000 |
| 25 avril | Portugal | | | 15 000 euros | | 16 304 |
| 1er juin | France | | | 30 000 euros | | 32 858 |
| 6 juin | Italie | | | 20 000 euros | | 21 505 |
| 6 juin | Italie | | | 60 000 euros | | 64 516 |
| 30 juin | Rép. de Moldova | | | 500 dollars É.-U. | | 500 |
| 1er septembre | Estonie | | | 1 000 euros | | 1 002 |
| 15 septembre | Suède | | | 8 300 dollars É.-U. | | 8 300 |
| 16 septembre | Lettonie | | | 1 000 euros | | 1 003 |
| 28 septembre | Espagne | | | 10 000 euros | | 10 030 |
| 12 octobre | Chypre | | | 1 000 dollars É.-U. | | 1 000 |
| 19 octobre | Canada | | | 5 000 dollars canadiens | | 3 564 |
| 21 octobre | Luxembourg | | | 15 000 euros | | 14 534 |
| 27 octobre | Finlande | | | 10 000 dollars É.-U. | | 10 000 |
| 27 octobre | Arménie | | | 300 dollars É.-U. | | 300 |
| 15 novembre | Autriche | | | 7 000 dollars É.-U. | | 7 000 |
| 17 novembre | France | | | 30 000 euros | | 30 864 |
| 18 novembre | Norvège | | | 121 580 couronnes norvégiennes | | 12 225 |
| 24 novembre | Italie | | | 20 000 euros | | 20 576 |
| 28 novembre | Suisse | | | 62 000 francs suisses | | 65 263 |
| 7 décembre | Tchéquie | | | 5 000 dollars É.-U. | | 5 000 |
| 8 décembre | Hongrie | | | 8 000 dollars É.-U. | | 8 000 |
| 14 décembre | Slovaquie | | | 5 000 euros | | 5 170 |
| 19 décembre | Bulgarie | | | 8 000 dollars É.-U. | | 8 000 |
| 23 décembre | Slovénie | | | 3 000 dollars É.-U. | | 3 000 |
| 27 décembre | Azerbaïdjan | | | 2 000 dollars É.-U. | | 2 000 |
| **2023** |  | | |  | |  |
| 3 janvier | Allemagne | | | 20 000 dollars É.-U. | | 20 000 |
| 1er février | Union européenne | | | 65 000 euros | | 70 806 |
| 10 février | Roumanie | | | 5 000 dollars É.-U. | | 5 000 |
| 21 mars | Slovénie | | | 3 000 dollars É.-U. | | 3 000 |
| 21 mars | Hongrie | | | 10 000 dollars É.-U. | | 10 000 |
| 28 mars | Luxembourg | | | 20 000 euros | | 21 413 |
| 3 avril | Suède | | | 8 300 dollars É.-U. | | 8 300 |
| 4 avril | Irlande | | | 10 000 dollars É.-U. | | 10 000 |
| 7 avril | Macédoine du Nord | | | 2 000 dollars É.-U. | | 2 000 |
| 18 avril | Monténégro | | | 3 000 euros | | 3 267 |
| 1er mai | Suisse | | | 42 000 francs suisses | | 46 823 |
| 10 mai | Espagne | | | 10 000 euros | | 11 001 |
| 23 mai | Portugal | | | 15 000 euros | | 16 357 |
| 14 juin | Italie | | | 60 000 euros | | 64 377 |
| 28 juin | Estonie | | | 1 000 euros | | 1 078 |
| 30 juin | Croatie | | | 3 000 dollars É.-U. | | 3 000 |
| 5 juillet | Pologne | | | 7 000 dollars É.-U. | | 7 000 |
| **Total** |  | | |  | | **1 400 846** |

# Tableau A.3 **Résumé des contributions préaffectées versées au fonds d’affectation spéciale**

| *Partie* | *Activités financées par des contributions préaffectées* | | | | *Montant reçu  dans la monnaie d’échange* | *Montant reçu  en dollars É.-U.* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2021** |
| **Italie** | Échange de bonnes pratiques : séminaire thématique + document de référence (consacrés à l’origine à la promotion de l’application de l’évaluation stratégique environnementale dans le cadre de la coopération au développement) | | | | 20 000 euros | 23 400 |
| Activités de coopération sous-régionale dans les régions maritimes | | | | 40 000 euros | 46 800 |
| **Suisse** | Activités de renforcement des capacités en Asie centrale et en Azerbaïdjan | | | | 22 000 francs suisses | 23 760 |
| **Union  européenne** | Frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole | | | | 5 000 euros | 5 950 |
|  |  |  | | | **Total** | **99 910** |
| **2022** |
| **Italie** | Échange de bonnes pratiques : séminaire thématique + document de référence (consacrés à l’origine à la promotion de l’application de l’évaluation stratégique environnementale dans le cadre de la coopération au développement) | | | | 20 000 euros | 21 505 |
| Activités de coopération sous-régionale dans les régions maritimes | | | | 40 000 euros | 43 010 |
| **Union  européenne** | Frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole | | | | 5 000 euros | 5 700 |
| **Suisse** | Participation de représentants de l’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale aux réunions du Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale (Genève, 19‑21 décembre 2022 et 13-15 juin 2023) et à la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention (12-15 décembre 2023) | | | | 22 000 francs suisses | 23 159 |
|  | Préparation, par le secrétariat, de la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention  (12-15 décembre 2023) | | | | 20 000 francs suisses | 21 054 |
|  |  | | | **Total** | | **114 428** |
| **2023** |  | | | | |  |
| **Union  européenne** | Frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole | | | | 0 euro | 0 |
| **Suisse** | Activités de renforcement des capacités (formation à la Convention) en Asie centrale et en Azerbaïdjan, et financement des frais de voyage de participants de ces pays aux réunions des organes de la Convention, en particulier à la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention et à la cinquième session de la Réunion des Parties au Protocole, qui devraient se tenir à Genève en décembre 2023 | | | | 22 000 francs suisses | 24 526 |
| **Italie** | 40 000 euros réaffectés au renforcement des ressources du secrétariat (anciennement affectés à des activités de coopération sous-régionale dans les régions maritimes)  Échange de bonnes pratiques (séminaire thématique + document de référence) | | | | 60 000 euros | 64 377 |
|  | **Total** | |  | | | **88 903** |
|  | **Coût total de l’ensemble des activités** | |  | | | **303 241** |

# Tableau B.1 **Dépenses imputées au fonds d’affectation spéciale** (En dollars des États-Unis)

| *Numéro* | *Activité* | *Priorité* | *Détails* | *Type de dépense* | *Dépense (E115)* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| I.A | Neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention et cinquième session de la Réunion des Parties au Protocole | 2 | 12-15 décembre 2023 | Participation de pays en transition | 30 000 |
| Participation d’ONG | 20 000 |
| Orateurs invités | 15 000 |
| Participation de pays non membres de la CEE | 15 000 |
| a) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **80 000** |
| 2.1 | Réunions du Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale, Genève | 2 | Dixième réunion, 1er‑3 décembre 2021 | Participation de pays en transition | 8 734 |
| Participation d’ONG | 5 284 |
| Participation de pays non membres de la CEE | - |
| 2.2 | Onzième réunion,  19-21 décembre 2022 | Participation de pays en transition | 4 926 |
| Participation d’ONG | 8 340 |
| Participation de pays non membres de la CEE | 2 139 |
| 2.3 | Douzième réunion,  13-15 juin 2023 | Participation de pays en transition | 14 233 |
| Participation d’ONG | 6 586 |
| Participation de pays non membres de la CEE | - |
| b) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **50 241** |
| 3.1 | Réunions du Bureau (hors‑programme) | 2 | Réunion,  16 et17 juin 2021 | Participation de pays en transition (membres du Bureau) | - |
| 3.2 | Réunion,  9 et 10 juin 2022 |  |
| 3.3 | Réunion,  22 et 23 février 2023 | - |
|  |  |  | Réunion,  11 décembre 2023 |  |  |
| c) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **-** |
| 4.1 | Réunions du Comité d’application | 2 | Quarante-neuvième session,  2-5 février 2021 | Participation de pays en transition (membres du Comité) | - |
| 4.2 | Cinquantième session,  4-7 mai 2021 | - |
| 4.3 | Cinquante et unième session,  4-7 octobre 2021 | - |
| 4.4 | Cinquante-deuxième session,  29-31 mars 2022 | - |
| 4.5 | Cinquante-troisième session,  10-13 mai 2022 | - |
| 4.6 | Cinquante-quatrième session,  4-7 octobre 2022 | 2 250 |
| 4.7 | Cinquante-cinquième session, 31 janvier-3 février 2023 | - |
| 4.8 | Cinquante-sixième session,  2-5 mai 2023 | 3 331 |
| 4.9 |  | Cinquante-septième session, 28 août-1er septembre 2023 | 2 383 |
| d) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **7 964** |
|  | **Total partiel pour les réunions** |  |  |  | **138 205** |
| 5.1 | **Expert externe chargé de fournir des services de secrétariat aux fins de l’application de la Convention et du Protocole** | 1 | Année 2021 | Expert externe (coûts salariaux standard : traitement net, prélèvements et dépenses communes de personnel) | 202 045 |
| 5.2 | Année 2022 | 214 025 |
| 5.3 | Année 2023 (janvier-août) | 126 526 |
|  | Année 2023  (septembre-décembre) | 47 445 |
| e) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **590 040** |
| 6.1 | Fonctionnaire du service administratif chargé de fournir des services de secrétariat  (mi-temps) | 2 | Année 2021 | Fonctionnaire du service administratif à 50 % (coûts salariaux standard : traitement net, prélèvements et dépenses communes de personnel) | - |
| 6.2 | Année 2022 | 10 100 |
| 6.3 | Année 2023 | 35 350 |
| f) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **45 450** |
| 8.1 | Communication, visibilité et coordination | 2 | Frais de voyage  du secrétariat liés au plan de travail | Voyages et indemnités journalières de subsistance du secrétariat | - |
| 8.2 | Appui de consultants et supports promotionnels |  |  |
| h) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | - |
| 9 | Soumission des rapports attendus au titre de la Convention et du Protocole | 2 | Services de consultants liés  à la rédaction de rapports d’examen de l’application, traduction des rapports | Consultant | 22 332 |
| i) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **22 332** |
| 10.1 | Assistance juridique : aide à la rédaction de textes législatifs et à l’organisation d’activités de sensibilisation dans des pays d’Asie centrale (contribution préaffectée de la Suisse) | 3 | Année 2021 | Consultants | 34 731 |
| 10.2 | Année 2022 | Participation de représentants de l’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale à la réunion du Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale (19‑21 décembre 2022) | 12 646 |
| 10.3 | Année 2023 | Participation de représentants de l’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale à la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention (12‑15 décembre 2023) | 20 600 |
| j) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **67 977** |
|  | Coopération sous-régionale |  | Ressources affectées aux voyages | Aide financière pour les frais de voyage engagés par les experts d’Asie centrale |  |
|  | Coopération dans les régions maritimes (contribution préaffectée de l’Italie) | 3 | Année 2021 | Consultants | 25 050 |
|  | Année 2022 | Consultants | 57 210 |
|  | Année 2023 |  |  |
| k) | **Coût total de l’activité** |  |  | **82 260** |
| l) | Échange de bonnes pratiques : manifestation de haut niveau et document de référence (contribution préaffectée de l’Italie) | 3 | Année 2021 |  |  |
| Année 2022 |  |  |
| Année 2023 | Consultants | 35 350 |
|  | Frais de voyage des intervenants de la manifestation thématique | 9 000 |
| m) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **44 350** |
|  | Frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole (contribution préaffectée de l’UE) |  | Année 2022 | Participation à la réunion du Bureau (9-19 juin 2022) et à la onzième réunion du Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale (19‑21 décembre 2022) | 4 454 |
| Année 2023 | Participation à la réunion du Bureau (22 et 23 février 2023) et à la douzième réunion du Groupe de travail de l’évaluation de l’impact sur l’environnement et de l’évaluation stratégique environnementale  (13-15 juin 2023) | 3 132 |
| Participation à la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention (12‑15 décembre 2023) | 2 415 |
| n) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **10 001** |
|  | Base de données en ligne des bonnes pratiques | 2 |  |  | **-** |
| o) | **Coût total de l’activité** |  |  |  | **-** |
| p) | **Total pour 2021-2023 conformément à la décision VIII/2-IV/2, annexe II** |  |  |  | **1 000 615** |
| q) | Dépenses d’appui aux programmes (13 %) |  |  |  | 130 080 |
| r) | **Total pour l’exécution du plan de travail (p) + q))** |  |  |  | **1 130 695** |

*Abréviations*: CEE : Commission économique pour l’Europe ; UE : Union européenne ; ONG : organisations non gouvernementales.

*Note*: Les dépenses apparaissant en caractères italiques sont des estimations.

Tableau B.2   
**Résumé des contributions préaffectées : recettes et dépenses**

| *Partie* | *Activités financées  par des contributions préaffectées* | *Montant reçu  dans la monnaie d’origine* | *Montant reçu  (En dollars É.-U.)* | *Montant dépensé  (En dollars É.-U.)* | *Solde  (En dollars É.-U.)* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Union européenne** | Frais de voyage et de séjour liés à la participation de la présidence du Bureau aux réunions organisées dans le cadre de la Convention et du Protocole | 10 000 euros | 11 650 | 10 001 | 1 649 |
| **Italie** | Échange de bonnes pratiques : séminaire thématique visant à promouvoir l’application de l’évaluation stratégique environnementale dans le cadre de la coopération au développement | 60 000 euros | 66 364 | 44 350 | 22 014 |
| Activités de coopération sous‑régionale dans les régions maritimes | 80 000 euros | 89 810 | 82 260 | 7 550 |
| 40 000 euros réaffectés au renforcement des ressources du secrétariat (anciennement affectés aux activités de coopération sous‑régionale dans les régions maritimes) | 40 000 euros | 42 918 | - | 42 918 |
| Fonds reportés destinés à appuyer le fonctionnement du secrétariat | 60 000 euros | 71 684 | 24 396 | 47 288 |
| **Suisse** | Activités de renforcement des capacités en Asie centrale et en Azerbaïdjan, et participation de représentants de l’Azerbaïdjan et de pays d’Asie centrale aux réunions | 66 000  francs suisses | 71 445 | 67 977 | 3 468 |
| Préparation, par le secrétariat, de la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention (12‑15 décembre 2023) | 20 000  francs suisses | 21 054 | 21 054 | - |
| **Total** |  |  | **374 925** | **250 038** | **124 887** |

Tableau B.3   
**Contributions en nature**(En dollars des États-Unis)

| *Activité* | *Priorité* | *Précisions sur l’activité* | *Date* | *Source* | *Valeur* | *Notes* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Coopération et renforcement des capacités à l’échelle sous‑régionale | 2 | Onzième réunion pour la sous-région de la mer Baltique dans le cadre de la Convention et du Protocole | 3 novembre 2021, en ligne | Estonie | Non connue | Réunion sous-régionale sur la coopération concernant la Convention et le Protocole dans la sous‑région de la mer Baltique, organisée par l’Estonie |
|  | 2 | Douzième réunion pour la sous-région de la mer Baltique dans le cadre de la Convention et du Protocole | 14 et 15 juin 2022, Varsovie | Pologne | Non connue | Réunion sous-régionale sur la coopération concernant la Convention et le Protocole dans la sous‑région de la mer Baltique, organisée par la Pologne |
|  | 2 | Séminaire sur les infrastructures durables | 2 décembre 2021, Genève | Suisse | Non connue | Séminaire tenu pendant la dixième réunion du Groupe de travail et coorganisé par la Suisse et le secrétariat |
| Soumission des rapports attendus au titre de la Convention et du Protocole | 2 | Traduction non officielle par le Canada, de l’original français vers l’anglais, des réponses des Parties au questionnaire sur l’application de la Convention et du Protocole au cours de la période 2021‑2023 |  | Canada | Non connue |  |

1. ECE/MP.EIA/30/Add.1−ECE/MP.EIA/SEA/13/Add.1, décision VIII/2-IV/2, annexes I et II. [↑](#footnote-ref-2)
2. ECE/MP.EIA/30−ECE/MP.EIA/SEA/13, par. 14. [↑](#footnote-ref-3)
3. Décision VIII/1–IV/1, par. 12 d). [↑](#footnote-ref-4)
4. ECE/MP.EIA/WG.2/2022/2, par. 14 et 16. [↑](#footnote-ref-5)
5. ECE/MP.EIA/WG.2/2023/2, par. 17 et 18. [↑](#footnote-ref-6)
6. Ibid., par. 20 et 22. [↑](#footnote-ref-7)
7. ECE/MP.EIA/30-ECE/MP.EIA/SEA/13, annexe I. [↑](#footnote-ref-8)
8. Pour de plus amples informations, voir le document ECE/MP.EIA/2023/12‑ECE/MP.EIA/SEA/2023/12. [↑](#footnote-ref-9)
9. Le programme régional « EU4Environnement » financé par l’Union européenne est exécuté pendant la période 2019-2024 par la CEE et l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour l’environnement, l’Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale, avec un financement total de l’Union européenne de 19,5 millions de dollars. Il s’appuie sur de précédents programmes de l’Union européenne, tels que le programme pour une économie plus verte dans les pays du Partenariat oriental. Le budget total de la composante exécutée par la CEE est estimé à 2 579 670 dollars. [↑](#footnote-ref-10)
10. ECE/MP.EIA/2023/3–ECE/MP.EIA/SEA/2023/3. [↑](#footnote-ref-11)
11. ECE/MP.EIA/2023/14–ECE/MP.EIA/SEA/2023/14. [↑](#footnote-ref-12)
12. À partir de janvier 2023, toutes les réunions avec interprétation ont eu lieu en présentiel, en raison des coûts supplémentaires qu’induisent les services d’interprétation simultanée à distance fournis par l’ONU. [↑](#footnote-ref-13)